



Photo: David Broman

Pour financer la transition écologique, il va falloir réinventer la création monétaire

Le privilège des banques dans la création monétaire

«Follow the money» – suivez l'argent –, telle est la première leçon de journalisme. Et si on suivait l'argent lié au commerce de l'argent? Des dettes à l'allocation universelle, en passant par une réforme monétaire.

J'aimerais acheter une maison. Je prends contact avec ma banque et demande un prêt de 100.000 euros. Ma banque, qui finit par m'accorder le prêt, m'ouvre un compte où figure la somme de 100.000 euros – somme que je vire sur le compte du vendeur de la maison.

Une question je ne me suis pas posée mais qui mérite de l'être est: d'où sont venus ces 100.000 euros?

D'aucuns répondront qu'ils proviennent de l'épargne déposée dans cette banque par un autre client. Si cette explication n'est pas à exclure, elle n'est toutefois pas probable. De toute façon, si tel était le cas, cela forcerait une autre question: d'où est venu l'argent déposé par l'épargnant? Supposons qu'il soit venu de son employeur sous forme de salaire. D'où alors est venu l'argent que l'employeur a payé en salaire? De ses clients? Mais alors d'où vient l'argent des clients? De leur épargne? D'un autre emprunt? On revient au point de départ sans avoir répondu à la question.

Comme c'est l'Etat, exerçant son droit constitutionnel de «battre monnaie», qui crée, via la Banque centrale, les billets et les pièces de monnaie, on pourrait croire que c'est aussi l'Etat qui a créé les 100.000 euros qui serviront à payer ma maison. Que nenni. L'Etat ne crée pas l'argent électronique – qui représente plus de 90% de l'argent en circulation.

Ces 100.000 euros ont en fait été créés par ma banque, lorsqu'elle m'a accordé le «prêt» et qu'elle m'a ouvert un compte électronique avec cette somme écrite dessus. Au moment où j'ai demandé le prêt, la banque n'avait pas cet argent sur ses comptes à elle – il n'existait même pas. Pour pouvoir

L'Etat renonce à son droit régalién

DAVID BROMAN - dbroman@le-jeudi.lu

m'accorder le «prêt», ma banque a inventé 100.000 euros. J'ai donc emprunté 100.000 euros qui ont été créés électroniquement uniquement pour l'achat de ma maison. Mais, du coup, grâce à mon emprunt, il y a eu subitement 100.000 euros de plus sur la planète, alimentant le système économique, servant à l'échange d'une foule de biens et de services.

Pas besoin de planche à billets pour faire de l'argent électronique – une banque privée et une personne voulant s'endetter suffisent.

Cela marche aussi dans l'autre sens: lorsque j'aurai remboursé ces 100.000 euros créés par ma banque pour mon «prêt», la dite banque, en «deletant» mon compte, détruira du coup les 100.000 euros. A chaque remboursement partiel, une partie équivalente du prêt sera détruite par ma banque jusqu'à ce que l'ensemble du «prêt» soit remboursé et, donc, détruit. Ingénieux.

Le principal problème que pose ce système est qu'il rend l'endettement indispensable: sans dette, il n'y a pratiquement pas d'argent. Et pour toute dette remboursée, il y a d'autant moins d'argent disponible dans le système économique. Et moins il y a d'activités, d'échanges, ce qui mène à plus de précarité et de misère. Ceci explique notamment pourquoi, pour relancer une économie en récession, où les acteurs économiques auront tendance à rembourser leurs dettes plutôt qu'à s'endetter, il incombe à l'Etat de s'endetter, ne

fût-ce que pour maintenir une quantité suffisante d'argent dans le système. Ce mécanisme se grippe toutefois lorsque les marchés de la spéculation sanctionnent les Etats qui procèdent de cette façon.

Retour sur mes 100.000 euros. Ma banque a non seulement eu le droit de créer 100.000 euros qu'elle n'avait pas en caisse et de faire comme si elle me les «prêtait», elle a aussi eu le droit d'empocher un bénéfice – les intérêts – sur ce «prêt».

Langage pivot

Pire, l'Etat, en renonçant volontairement à l'exercice de son droit constitutionnel de «battre monnaie», renonce du même coup aux recettes que rendait possibles l'exercice de ce droit. Autrement dit, l'Etat, au lieu de créer l'argent lui-même au profit du bien commun, s'engage au contraire à s'endetter au seul profit du système bancaire privé. Ce renoncement – ou capitulation – oblige l'Etat à faire payer les salariés, les chômeurs, les retraités, les services publics et l'environnement. Il s'agit clairement d'un détournement de biens privés individuels au profit d'intérêts privés commerciaux.

Comme, dans nos démocraties, le financement par l'argent est l'unique langage pivot donnant accès aux échanges de biens et services dont ont besoin les citoyens pour vivre, c'est la société dans son entièreté, ainsi que son fonctionnement, qui sont rendus dépendants d'un système bancaire privé dont l'unique objectif est de faire

du profit, que la société et la démocratie fonctionnent ou non. Cette dépendance – ou soumission – aboutit à l'asservissement de la démocratie aux intérêts de la finance et, corollaire, au «nivellement» des programmes des partis politiques traditionnels, chassant les électeurs vers les extrêmes autoritaires ou les poussant à l'abstention.

L'histoire des 100.000 euros électroniques ne s'arrête pas là. En effet, lorsque ma banque a décidé de les créer et de me les «prêter» avec intérêts, elle n'a pas créé les quelque 70.000 euros d'intérêts liés à leur remboursement. Si effectivement le remboursement du capital aura détruit celui-ci, il me reste à trouver et prendre 70.000 euros quelque part dans la masse monétaire disponible, masse monétaire qui, elle-même, n'est que du capital non encore remboursé donc en voie de disparition. Une pénurie d'argent, donc l'impossibilité de rembourser certaines dettes, est de cette manière aussi programmée dans ce système. De ce fait, en payant les intérêts de ma dette, je vais forcément priver quelqu'un d'autre de la possibilité de rembourser la sienne. Conséquence: comme ne pas rembourser ses dettes est sanctionné, non seulement légalement mais surtout moralement, toutes les composantes de la société, Etat compris, sont dans une course effrénée pour mettre rapidement le grappin sur le plus d'argent possible.

Alors que les Etats, prétendant ne pas avoir les moyens de leur financement, se mettent à brader le bien et le bien-être publics, ne vaudrait-il pas plutôt mieux remettre ce système à plat et en débattre enfin démocratiquement?

Voir aussi la page suivante

Créer l'argent autrement

James Robertson explore la nécessaire réforme monétaire dans son livre «Future Money»

«Il n'est pas dans les objectifs de ce livre d'évaluer la possibilité de voir notre civilisation s'écrouler d'ici la fin du siècle. Mais – si nous ne pouvons pas exclure que cela puisse arriver durant la vie de nos bambins d'aujourd'hui – nous serions extrêmement myopes si nous échouions à donner la plus haute priorité à la réforme du système monétaire tel qu'il fonctionne actuellement.»

Pour James Robertson, dans son livre *Future Money*, il est clair que notre système de société ne pourra évoluer vers la durabilité qu'à condition de réformer le système monétaire. Et de citer, dans cette optique, sept «effets interconnectés du système actuel».

- Les intérêts sur les dettes représentent une forme «dissimulée» de subsides aux banques. «Alors que l'argent, créé par les dettes, circule à travers l'économie, il rapporte des intérêts aux banques qui l'ont créé. Ce sont les emprunteurs qui paient les intérêts. Mais les prix, demandés par les emprunteurs pour financer la production et la vente de biens et services, incorporent ces intérêts. Ce qui fait que, pratiquement, celui qui achète un produit paie indirectement un tribut aux banques pour pouvoir utiliser l'argent qu'elles ont créé [...]. Il s'agit là d'une sorte de "taxe dissimulée". Mais pas une taxe payée à l'Etat [...]. Avec l'actuel système [...], nous payons une sorte de subside aux banques lorsque nous utilisons de l'argent au cours de notre vie quotidienne.»

Croissance infinie

- Le système actuel, par le fait qu'il faut toujours rembourser plus de dettes, payer plus d'intérêts et continuellement remplacer par des dettes l'argent détruit par le remboursement des dettes, force l'économie à croître indéfiniment. Si la masse monétaire peut effectivement croître indéfiniment, «le volume global des activités économiques, rendu dépendant de la valeur totale de l'argent circulant dans l'économie, ne peut pas croître à l'infini». Par ailleurs, cette croissance «implique une quantité toujours croissante de transactions financières dont profitent les banques et les institutions financières privées au détriment du reste de la société».

- Comme le système économique actuel ne peut fonctionner et croître que si les commerces et les particuliers empruntent auprès des banques, «l'endettement de la société doit aussi croître» à l'infini.

- Du fait du point précédent, étant donné que ce sont les banques et les plus riches qui récoltent les fruits financiers du système monétaire, «la façon actuelle de créer la masse monétaire fait en sorte que la pauvreté s'accroît et que l'écart entre riches et pauvres s'élargit».

- Comme l'économie doit croître pour gonfler la masse monétaire afin de rendre l'endettement de la société le plus durable possible, la mesure du bon fonctionnement de la société (PIB) n'est liée qu'à cette masse monétaire, cachant les effets destructifs sur l'environnement avec pour effet direct de «nous forcer à gagner notre vie en puisant et en gaspillant les ressources de la Terre».

- Ces «subsides» aux entreprises bancaires que sont les intérêts interfèrent négativement sur l'effica-

«FUTURE MONEY»

Un aperçu de l'ouvrage du Britannique James Robertson.
www.jamesrobertson.com/futuremoney.htm

cité et la productivité de ce secteur. «Alors que l'offre nationale d'argent est un service qui a besoin d'être géré efficacement dans l'intérêt public avec un sens du service public, le marché des prêts et des emprunts doit pouvoir fonctionner librement dans l'intérêt des clients.»

- Le fait de soumettre la masse monétaire disponible aux intérêts des banques privées encourage naturellement ces mêmes banques à en profiter au maximum. Plus particulièrement, «cela les encourage à prêter avec des buts spéculatifs».

Ayant répertorié ces quelques défauts systémiques liés à la création monétaire actuelle, James Robertson propose une «réforme monétaire».

«La façon la plus évidente de réduire nos dettes tant publiques que privées est d'arrêter de créer tout notre argent sous forme de dettes.» Et de proposer une réforme simple, en deux points, basée sur une séparation de la fonction de création de l'argent de celle de commerce de l'argent. La réforme «transférerait aux banques centrales nationalisées [...] la responsabilité de créer non seulement les billets et les pièces de monnaie, comme c'est le cas pour le moment, mais aussi l'énorme composante de la masse monétaire publique qu'est l'argent des comptes en banque déposé et circulé électroniquement. Ayant créé cet argent, la Banque centrale le donnerait à l'Etat pour qu'il injecte dans le système via des programmes publics divers, conformément à des procédures budgétaires démocratiques standards». Par ailleurs, la réforme «interdirait à quiconque d'autre, y compris aux banques commerciales, de créer de l'argent à partir de rien, au même titre que la contrefaçon des pièces ou des billets est punissable par la loi».

Plus compétitif

Selon James Robertson, cette réforme, notamment le second volet, permettrait de «créer un marché bien plus compétitif qu'il ne l'est actuellement en facilitant du même coup les accords entre prêteurs et emprunteurs. La perte du privilège commercial des banques – celui de pouvoir créer l'argent qu'elles prêtent – les ramènerait au même niveau que les autres commerces du secteur privé, qui, eux, ne reçoivent pas leurs matières premières gratuitement. Cela les pousserait en outre à fournir de meilleurs services plus efficacement à leurs clients et cela faciliterait la tâche aux nouveaux qui désireraient entrer dans l'industrie du secteur financier. Quiconque accepte les vertus d'une économie de libre entreprise, soumise à des règles justes et mises en œuvre par un gouvernement choisi démocratiquement dans l'intérêt public, ne peut qu'adhérer à une telle proposition».

James Robertson estime que, avec une telle réforme, la Grande-Bretagne, rien que sur les intérêts, pourrait faire une économie annuelle de l'équivalent de près de 90 milliards d'euros.

Plus concrètement, il prévoit

une «agence publique chargée de la création et de la gestion de l'argent public dans l'intérêt public». L'argent serait alors injecté par l'Etat dans les circuits économiques. D'aucuns pourraient être amenés à choisir d'épargner l'argent au lieu de le dépenser. «Leurs banques pourraient emprunter cet argent pour le prêter à d'autres emprunteurs, ne créant plus cet argent dans le processus mais servant plutôt d'intermédiaires entre des prêteurs possédants et des emprunteurs tirant leurs profits de ce service – c'est justement le système que la plupart des gens pensent, à tort, être celui actuellement en place.»

James Robertson évoque ensuite comment cette réforme pourrait en permettre – et déboucher sur – d'autres, notamment en matière de recettes et de dépenses publiques. Comme les dettes du système actuel reposent principalement sur le secteur de

l'immobilier, ce dernier est forcément sujet aux spéculations et aux bulles, encore au détriment des citoyens. C'est pour cela qu'il propose, à côté de sa réforme monétaire, le remplacement de l'impôt sur le revenu par une taxe sur la valeur du sol et des ressources naturelles. «Un déplacement de l'imposition remplacerait les impôts actuels, qui nuisent à l'efficacité de l'économie, par des impôts qui, en utilisant pour le bien commun la valeur du sol générée par le développement socio-économique, et des autres ressources de l'environnement [...], amélioreraient l'efficacité économique du système.»

Imposer la valeur du sol mettrait un terme à la spéculation immobilière et permettrait aux citoyens de trouver des logements à des prix équitables reflétant l'état d'un marché juste et non plus dopé par la spéculation.

Robertson, outre une réforme fiscale, estime que sa réforme monétaire pourrait aussi déboucher sur une remise à plat des systèmes de redistribution par l'Etat. «Un des changements de paradigme en matière de dépenses publiques nationales devrait être l'inclusion d'une allocation univer-

selle à verser de droit à tous les citoyens. Elle couvrirait les retraites, les allocations familiales et d'autres avantages sociaux, tels que les niches fiscales, les bonifications et autres crédits d'impôts.» L'auteur démontre alors l'intérêt économique, social et démocratique d'une telle allocation. «Elle permettrait aux gens de devenir moins dépendants de l'Etat, des milieux d'affaires, de la haute finance et du commerce extérieur, pour ce qui est des aides sociales et de l'emploi. Comme cette dépendance induit des coûts environnementaux complètement inutiles, l'allocation universelle aurait aussi un effet écologiquement durable.»

Ainsi, la combinaison d'une réforme monétaire avec une réforme fiscale et une allocation universelle aboutirait à une stabilité sociale, tant recherchée en vain à l'intérieur des systèmes existants.

Enfin, *Future Money* évoque brièvement la nécessité d'une réforme monétaire au niveau international. Rejoignant l'idée de Keynes en 1944 à Bretton Woods, Robertson estime qu'il serait temps d'adopter une monnaie mondiale destinée aux échanges entre Etats. Il s'agirait bien d'une monnaie parallèle et non commune. L'embryon d'une telle monnaie pourrait d'ailleurs être le développement progressif des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international.

DAVID BROMAN



Pour réduire nos dettes, il faut arrêter de créer notre argent sous forme de dettes.



«Que l'argent soit une invention humaine, c'est une évidence [...]. Nous ne trouvons pas l'argent dans la nature [...]. Ainsi aucune loi de la nature n'explique ou ne dicte comment le système monétaire fonctionne» (James Robertson, «Future Money», Green Books Ltd, 2012)